MOHAMED-CHAFIK MESBAH SUR LE SITE TUNISIEN LEADERS :

«Préserver le statu quo et élargir le champ de la prédation...»

C'est en ces termes que Mohamed Chafik Mesbah résume la feuille de route qui devrait être suivie pour le quatrième mandat de M. Abdelaziz Bouteflika et le cercle présidentiel sur lequel il s'appuie.

Photo : DR

Mohamed-Chafik Mesbah.

Dans un entretien exhaustif diffusé ce jeudi par le site électronique d'information tunisien Leaders, Mohamed-Chafik Mesbah dresse l'état des lieux en Algérie — au plan interne comme dans l'environnement régional et international — et aborde, sans tabou, toutes les questions qui lui sont posées. Interrogé, tout d'abord, sur le paradoxe qui fait que l'Algérie, malgré un sombre diagnostic, n'ait pas été touchée par le «printemps arabe», Mohamed-Chafik Mesbah estime que trois considérations expliquent que les pouvoirs publics en Algérie réussissent, encore, à contenir la contestation massive qui aurait pu conduire à un renversement de régime. En premier lieu, les réserves financières tirées des hydrocarbures permettent une distribution démagogique de la rente et calme, temporairement, les impatiences. En deuxième lieu, la complaisance de la communauté occidentale qui décourage les attentes démocratiques de la société. En troisième lieu, l'absence d'encadrement politique et syndical de la société qui rend inefficaces les diverses tentatives de manifestations.

Evoquant les lignes rouges que M. Abdelaziz Bouteflika ne devrait pas dépasser, au risque de provoquer une implosion, Mohamed-Chafik Mesbah en cite trois. Premièrement, la société algérienne n'est pas prête à accepter l'avènement d'un mouvement islamiste radical et violent comparable à l'expérience de l'ex-Front islamique du salut et des groupements terroristes qui en furent les succédanés. Deuxièmement, la société algérienne ne se résignera pas à un classement, pur et simple, des affaires de grande corruption à l'instar de celle afférente à Sonatrach.

Troisièmement, la société algérienne et les encadrements de l'armée, des services de renseignement ainsi que de l'administration publique s'opposeront à une succession familiale arrangée permettant à M. Saïd Bouteflika de remplacer le chef de l'Etat actuel.

Transfert des leviers du pouvoir

A propos de la nouvelle répartition du pouvoir avec le quatrième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, Mohamed- Chafik Mesbah fait état d'un transfert pernicieux des leviers du pouvoir au profit du «cercle présidentiel», dont le pivot est M. Saïd Bouteflika. Un cercle informel qui s'est accaparé, à des fins privatives, des prérogatives de puissance publique. Les «baltaguia» de l'économie sur lesquels s'adosse ce groupe informel disposent, désormais, de plus de pouvoirs que le chef d'état-major de l'ANP ou le chef des services de renseignement. Ce «cercle présidentiel» qui n'a pas de vrai projet national est mû juste par la volonté de préserver le pouvoir ainsi que d'élargir le champ de la prédation.

Mohamed-Chafik Mesbah estime, par conséquent, que l'armée ne sera plus la source du pouvoir en Algérie. Certes, en l'absence de véritables partis politiques ou de syndicats puissants et enracinés, l'armée — services de renseignement compris — continue de représenter la seule force organisée dans le pays. Mais dans les circonstances présentes, elle est, de son point de vue, plus un instrument au service du président Abdelaziz Bouteflika.

Interrogé sur l'éclipse actuelle des mouvements islamistes en Algérie, Mohamed- Chafik Mesbah affirme que la perte d'impact est liée au fait que le courant islamiste est, gravement, émietté. Les formations islamistes ne disposent plus au sein de la «société réelle» de la même présence ni de la même force de frappe.

Mais, précise-t-il, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il existe un puissant mouvement salafiste qui se nourrit du terreau de l'injustice, du chômage et de la pauvreté. Comme alternative à l'impasse politique actuelle en Algérie, Mohamed- Chafik Mesbah considère qu'une phase de transition démocratique est inévitable. Quinze années durant, sinon plus, le tissu social algérien n'a cessé, déclare-t-il, d'être déstructuré. L'économie nationale — comme potentiel productif — est, quasiment, démantelée. Les institutions nationales, en déficit chronique de légitimité, sont inefficaces. La vie politique est plutôt factice. L'Etat algérien est frappé de signes graves de défaillance. Il coule de source, conclut-il, qu'une œuvre de refondation est indispensable pour permettre à l'Algérie d'effacer le passif afin de reconstruire son avenir. Pour passer d'un régime autoritariste à un véritable régime démocratique, il n'existe pas d'autre solution qu'un processus de transition dont les contours sont, à présent, parfaitement identifiés.

L'option Liamine Zeroual

A propos du programme de la transition démocratique, Mohamed-Chafik Mesbah souligne qu'il devrait comporter la conclusion d'un pacte national — résultat d'une concertation entre les forces vives de la nation —, l'élection d'une Assemblée constituante, l'adoption d'une nouvelle Constitution et, enfin, l'organisation d'élections législatives et présidentielle transparentes et incontestables.

L'armée, selon Mohamed-Chafik Mesbah jouera le rôle de garant du processus de transition dans des conditions à convenir, précise-t-il. Il met en exergue que le vrai problème est de pouvoir y associer le peuple algérien. Si le peuple algérien porte, lui-même, cette exigence de transition démocratique, peu importe, insiste-t-il, que le président Abdelaziz Bouteflika en soit le co-gérant. Pour conduire cette transition, il n'est pas nécessaire, selon Mohamed-Chafik Mesbah, de faire appel à un «homme providentiel». Il suffit que la personnalité choisie soit acceptée par la population et qu'elle jouisse d'un consensus raisonnable parmi les protagonistes de la vie politique et associative. Il est indispensable que cette personnalité soit dotée d'une autorité morale incontestée sur l'armée et les services de renseignement. C'est, aux yeux de Mohamed-Chafik Mesbah, le président Liamine Zeroual qui réunit ces conditions.

Mohamed-Chafik Mesbah qui exclut la prise du pouvoir par l'armée, à l'instar du scénario égyptien, estime que l'armée algérienne est vaccinée contre les coups d'Etat. Néanmoins, si devait survenir un soulèvement populaire, ces mêmes chefs militaires, relève-t-il, ne tireront, probablement, pas sur les manifestants. Un casus belli s'en suivrait avec la chute du régime.

Evoquant la coopération avec la Tunisie, Mohamed Chafik Mesbah souligne son importance en déclarant que la Tunisie est, par excellence, une ceinture de sécurité pour l'Algérie. D'un point de vue géopolitique, la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Tunisie devrait, selon lui, être bien plus vaste et ne pas se cantonner à la simple lutte contre le terrorisme. La coopération entre l'Algérie et la Tunisie gagnerait à être le socle sur lequel pourrait reposer la construction de l'unité maghrébine. Interrogé sur la transition politique en cours en Tunisie, Mohamed-Chafik Mesbah note que, contrairement à l'Algérie, la Tunisie dispose d'élites nationales de qualité, de partis politiques enracinés et mus par de vrais projets nationaux, de syndicats puissants et ancrés en milieu ouvrier. L'armée tunisienne — certes, de dimension réduite — est prémunie contre la tentation politicienne. La direction du courant islamiste en Tunisie, enfin, est composée de cadres éclairés. Ils ont gagné leur légitimité sous les affres de la torture et de la prison. Ils sont accessibles aux réalités du monde moderne. Ils ont tiré les enseignements utiles de l'expérience de l'ex-FIS en Algérie. Aussi font-ils preuve d'un pragmatisme avéré.

La doctrine militaire comporte des ambiguïtés

L'instabilité que connaît la Libye — qui est d'ordre structurel — est le résultat de la gouvernance du défunt colonel Kadhafi lequel avait, délibérément, choisi de s'appuyer sur une gestion purement tribale pour asseoir son pouvoir. Il ne s'était guère intéressé à la construction d'un Etat libyen moderne, ce qui explique qu'il n'existe pas de structures étatiques modernes en Libye, ni d'armée nationale ni de véritables partis politiques.

La Libye est un Etat virtuel où prédominent les chefferies tribales avec, en sus désormais, les mouvements islamistes radicaux. La perspective d'une désintégration territoriale de la Libye, selon Mohamed-Chafik Mesbah, est inscrite dans les faits. La communauté occidentale, à commencer par les Etats-Unis d'Amérique, est-elle intéressée par la désintégration territoriale de la Libye dans une recomposition envisagée du monde arabe ?

C'est, considère-t-il, en fonction d'un tel projet que les conséquences sur le Maghreb pourraient être évaluées. S'agissant du nouveau contexte géopolitique au Sahel, Mohamed-Chafik Mesbah estime que l'Algérie a perdu de sa capacité d'anticipation stratégique. Surprise déjà par le «printemps arabe» comme phénomène politique, l'Algérie est, plus gravement, prise au dépourvu par la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel comme phénomène géopolitique. C'est à son corps défendant que l'Algérie est contrainte d'affronter le défi de la situation prévalant au Sahel.

L'Algérie est-elle en mesure d'exercer le rôle de puissance régionale dont elle se prévaut ? Il ne suffit pas de disposer d'un potentiel militaire imposant pour exercer un rôle de puissance régionale, affirme Mohamed-Chafik Mesbah. La politique étrangère d'un pays c'est le domaine du consensus national par excellence et, aussi bien, celui de l'innovation. La politique étrangère de l'Algérie n'est plus le lieu du consensus. La doctrine militaire sur laquelle est censée s'appuyer ce consensus comporte, désormais, de sérieuses ambiguïtés.

Naturellement, il existe un lien, de cause à effet, entre la qualité de la gouvernance interne et ses projections, à l'extérieur, sur le plan stratégique. Le projet d'unité du Maghreb est un idéal qui a bercé la jeunesse des élites maghrébines qui ont été le fer de lance de la libération de leurs pays. C'est un impératif stratégique au regard des considérations géographiques, politiques et économiques. Malheureusement, nonobstant les obstacles objectifs multiples à ce projet — pas seulement le conflit du Sahara occidental —, l'idéal ne semble plus habiter le cœur des élites maghrébines et encore moins celui des dirigeants actuels des pays du Maghreb. Le contexte stratégique actuel, affirme Mohamed-Chafik Mesbah, risque de conduire plutôt à une crispation plus marquée des nationalismes étroits.

L'apocalypse n'est pas une fatalité

Mohamed-Chafik Mesbah note l'inconsistance de la politique algérienne de la France et relève que le général de Gaulle — adversaire redoutable du peuple algérien s'il en fut — n'en considérait pas moins que ce pays était une porte d'accès obligée pour l'Afrique et le monde arabe. Il avait tenté d'ouvrir une coopération mutuellement profitable où les intérêts stratégiques de l'Algérie et de la France seraient préservés. Aujourd'hui l'Algérie est considérée comme un marché captif par les lobbies d'affaires français et un auxiliaire par les hiérarchies militaires dans l'Hexagone.

Abordant les relations avec les Etats-Unis d'Amérique, Mohamed Chafik Mesbah note qu'un partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique, n'est ni un mal absolu ni un bien absolu. La précaution qui s'impose est de veiller à ce que les intérêts supérieurs de l'Algérie prévalent, systématiquement, dans les choix effectués et que, par principe, l'initiative stratégique ne puisse, jamais, échapper à la souveraineté nationale.

Prééminente au sein de l'armée algérienne, en termes d'équipements et de formation, la Russie, souligne Mohamed- Chafik Mesbah, veut consolider, en effet, sa position en Algérie et de devenir un allié stratégique au sens où elle l'est déjà pour la Syrie.

La volonté du président Vladimir Poutine de restaurer le statut de grandeur de la «Russie éternelle» n'est pas absent de cette démarche. Il faut se garder, cependant, de l'illusion que la période de la guerre froide n'est pas, irrémédiablement, révolue. Il serait stupide, souligne-t-il toutefois, d'imaginer que la politique étrangère de la Chine ne soit pas mue, au moins autant que celle de la Russie, par une inspiration stratégique. Deux objectifs majeurs guident cette politique étrangère de la Chine, la recherche de sources d'approvisionnement sûres et une implantation économique durable dans les pays d'accueil avec même l'installation de véritables communautés chinoises.

En Algérie, la Chine peine à s'implanter dans le secteur de l'énergie mais dans le domaine des infrastructures et du logement elle est prédominante. C'est bien une politique de puissance discrète que la Chine mène y compris en Algérie, selon le principe du «soft power». En conclusion à son entretien, Mohamed Chafik Mesbah estime que l'apocalypse qui semble se dessiner pour l'Algérie n'est pas une fatalité. Il existe, en Algérie, un potentiel fabuleux en termes de capacités humaines et de richesses naturelles. Le peuple algérien est loin d'être démuni de conscience politique.

L'armée algérienne est homogène et imprégnée d'un profond sentiment patriotique. C'est le déficit chronique de bonne gouvernance, à bien des égards produit de la démission des élites nationales, qui obère les perspectives d'avenir de l'Algérie. Il faut, presque naïvement, souhaiter que le destin du pays soit entre les mains de dirigeants qui auront, dans leur cœur, l'amour imputrescible de la patrie.

Synthèse de Samir Lalloui